

travaux publics 2,70 00 — sans décompter ce qui a été arrêté aux postes des fournisseurs.

Cuba demandait seulement que l'Espagne ait mis pas d'entraves à son travail par des impôts excessifs et ne lui pas, par un protectionnisme outré, ses relations commerciales avec l'étranger. L'Espagne a fait précisément le contraire: elle a soumis la colonie aux monopoles tyranniques des industries et commerçants de certaines régions de la métropole.

On a calculé qu'une arabe (25 livres) de sucre de Cuba se trouve imposée à Barcelone de 180 00 de sa valeur. Par contre, les produits espagnols vendus à Cuba, tandis que les produits étrangers subissent des taxes énormes. L'injustice arriérée de l'Espagne y trouve son compte; elle n'a qu'à nationaliser les produits étrangers pour les importer à Cuba. Ainsi, le blé, des États-Unis passe par Barcelone pour aller à Cuba, distante de six heures de la Floride!

Le régime de la terreur
Des chiffres fantastiques que nous avons sous les yeux montrent ce que voit un travailleur cubain l'administration vénale de l'Espagne. Pour comble, l'ordonnance royale du 3 septembre 1882 décrète que tout délit de détournement, etc., doit être soumis aux tribunaux militaires. Les tribunaux militaires ont la juridiction des tribunaux. Les tribunaux militaires ont la juridiction des tribunaux. Les tribunaux militaires ont la juridiction des tribunaux.

— Je ne veux, de l'idée collectiviste, dire qu'une chose, c'est qu'elle n'est ni le produit de l'imagination d'un rêveur, ni le résultat des conceptions d'un philosophe, mais la constatation pure et simple des phénomènes qui se déroulent sous nos yeux. On ne fait pas et on ne fera pas le collectivisme: il se fait chaque jour; il est, passe-moi le mot, la scission du régime capitaliste.

Nous ne sommes pas surpris, que M. le docteur Debière souscrive à cette définition du Collectivisme nous qui connaissons son esprit rigoureux et scientifique; pas plus que nous ne sommes surpris d'ailleurs de voir le Progrès essayer de mettre M. Debière en contradiction avec son unique original et avec le Parti ouvrier.

Cela s'appelle de la "politique". Mais il y a trop longtemps que le peuple ne se laisse plus prendre à ces manœuvres pour que nous nous y arrêtons davantage.

Tournons la page du Progrès... La nous lisons des choses étourdissantes, — notamment que M. Gronier-Darragon est plus réellement ouvrier que Devernay.

« Ce plus réellement ouvrier » ne vous semble-t-il pas une délicieuse trouvaille, une douce perle qui méritent d'être cachassées ?

Voilà qui est fait; admirez le joyau ! Si après ça tous les ouvriers de Moulins-Lille ne votent pas pour le « négociant en fers et... contre tous » (parce que Gronier-Darragon c'est qui vraiment ils ne savent pas ce que c'est qu'un réel ouvrier, n'is de ses amours, à qui son long séjour au Conseil Municipal a appris...)

« Ce plus réellement ouvrier » comment on ose dire dans le budget et comment on fait pousser des champignons sur des œuvres d'art !

III, après avoir écrit cela, le Progrès « blague » Devernay. Regardez un peu votre échantillon, distingué confrère. Vous n'avez pas besoin de tirer l'esprit à la ligne: il vous en fournira plein votre journal.

L'Echo, lui, est plus sombre. Il agit le spectre collectiviste. Devernay c'est la révolution (brrou!) c'est la suppression de la propriété individuelle. C'est — et ici l'Echo nous fait l'honneur de citer le Réveil, — c'est la République Sociale avec toutes ses conséquences politiques et économiques.

Nous avons répondu hier quant à cette guitare de la suppression de la propriété individuelle; Jaurès répond d'entre part quant à notre programme; pour le reste nous disons: — Parfaitement, Monsieur !

Où, nous voulons la République Sociale avec toutes ses conséquences de paix, de solidarité, de travail et de liberté et c'est ce qui nous différencie de vous qui voulez le maintien de la République du déficit, du rouquin, du Paama, de Madagascar, etc., etc.

Car, — nul n'a pu s'y laisser prendre, — c'est bien avec un « câble » que le Progrès a essayé de répéter ce pauvre M. Gronier-Darragon, en train de se noyer dans le bourbier opportuniste-clérical.

Nous n'aurons pas la malignité d'insister sur les « distingués » du journal de MM. Gory-Legrand, Gavelle et Gronier-Darragon. Déclarons lui, toutefois, — quoiqu'il n'ignore, — que Devernay a été désigné candidat dans le canton Sud non pas en compétition avec Bergot et Delesalle mais avec l'approbation de Bergot et de Delesalle qui, d'ailleurs — et cela confirme nos dires — ne lui ont pas ménagé leur concours, depuis l'ouverture de la campagne électorale.

Le Progrès fera souvent fausse route s'il assimile la conduite de nos militants à celle des ambitieux qui promettent à son tour, regardant tantôt à droite, tantôt à gauche, tendant la main partout, sollicitant la bénédiction des libres penseurs opportunistes en même temps que celle du « Pape ». Tel M. Gronier-Darragon !

Devernay, lui, n'a rien sollicité. On lui a assigné un poste de combat; il n'a pas hésité à l'accepter et, avec lui, marchent toutes les forces socialistes — depuis Delesalle, que le Progrès appelle « un bourgeois collectiviste » jusqu'à notre vaillant et sympathique ami Bergot.

Entre notre tactique et celle du Progrès, il y a cette différence: c'est qu'entièrement mis sur le terrain politique et économique, nous ne nous querelons jamais sur les personnes. Nous sommes obligés non pas de nos candidats, mais de la fidélité à notre programme et l'exécution des engagements pris...

Si le Progrès en avait fait autant, naguère, peut-être vivrait-il encore aujourd'hui. En tous cas, il ne se glorifierait pas dans la cruelle obligation d'insérer son drapeau devant la Démocratie, l'Echo et la Croix.

Mais le Progrès a bien vite compris qu'opposer Delesalle et Bergot à Devernay était basage mesquine, il s'est donc ingénié à trouver mieux. La son férocité que M. Debière a faite jeudi soir, sur Nicolas-Lobiasc lui a servi de nouveau élément de critique.

M. Debière, on le sait, n'est pas adhérent au Parti ouvrier, il est entré au Conseil Municipal comme candidat de la Fédération des Cercles Républicains. Or, M. Debière se souvient de ses origines et il s'en réclame. En voilà assez pour que le Progrès prenne acte d'un fait connu de tous, depuis longtemps, pour retourner contre nous, contre notre candidat, les déclarations de M. Debière qu'il traduit d'ailleurs, à sa façon, applaudit et fait souligner par des bravos répétés.

M'en déplaît au Progrès, M. Debière a souscrit publiquement, au cours de la réunion de la rue Nicolas-Lobiasc, un programme développé par notre éminent collaborateur et ami Millerand au banquet des Municipalités socialistes !

Or, dans ce discours, Millerand a dit textuellement :

« Je ne veux, de l'idée collectiviste, dire qu'une chose, c'est qu'elle n'est ni le produit de l'imagination d'un rêveur, ni le résultat des conceptions d'un philosophe, mais la constatation pure et simple des phénomènes qui se déroulent sous nos yeux. On ne fait pas et on ne fera pas le collectivisme: il se fait chaque jour; il est, passe-moi le mot, la scission du régime capitaliste.

Nous ne sommes pas surpris, que M. le docteur Debière souscrive à cette définition du Collectivisme nous qui connaissons son esprit rigoureux et scientifique; pas plus que nous ne sommes surpris d'ailleurs de voir le Progrès essayer de mettre M. Debière en contradiction avec son unique original et avec le Parti ouvrier.

Cela s'appelle de la "politique". Mais il y a trop longtemps que le peuple ne se laisse plus prendre à ces manœuvres pour que nous nous y arrêtons davantage.

Tournons la page du Progrès... La nous lisons des choses étourdissantes, — notamment que M. Gronier-Darragon est plus réellement ouvrier que Devernay.

« Ce plus réellement ouvrier » ne vous semble-t-il pas une délicieuse trouvaille, une douce perle qui méritent d'être cachassées ?

Voilà qui est fait; admirez le joyau ! Si après ça tous les ouvriers de Moulins-Lille ne votent pas pour le « négociant en fers et... contre tous » (parce que Gronier-Darragon c'est qui vraiment ils ne savent pas ce que c'est qu'un réel ouvrier, n'is de ses amours, à qui son long séjour au Conseil Municipal a appris...)

« Ce plus réellement ouvrier » comment on ose dire dans le budget et comment on fait pousser des champignons sur des œuvres d'art !

III, après avoir écrit cela, le Progrès « blague » Devernay. Regardez un peu votre échantillon, distingué confrère. Vous n'avez pas besoin de tirer l'esprit à la ligne: il vous en fournira plein votre journal.

L'Echo, lui, est plus sombre. Il agit le spectre collectiviste. Devernay c'est la révolution (brrou!) c'est la suppression de la propriété individuelle. C'est — et ici l'Echo nous fait l'honneur de citer le Réveil, — c'est la République Sociale avec toutes ses conséquences politiques et économiques.

Nous avons répondu hier quant à cette guitare de la suppression de la propriété individuelle; Jaurès répond d'entre part quant à notre programme; pour le reste nous disons: — Parfaitement, Monsieur !

Où, nous voulons la République Sociale avec toutes ses conséquences de paix, de solidarité, de travail et de liberté et c'est ce qui nous différencie de vous qui voulez le maintien de la République du déficit, du rouquin, du Paama, de Madagascar, etc., etc.

Car, — nul n'a pu s'y laisser prendre, — c'est bien avec un « câble » que le Progrès a essayé de répéter ce pauvre M. Gronier-Darragon, en train de se noyer dans le bourbier opportuniste-clérical.

Nous n'aurons pas la malignité d'insister sur les « distingués » du journal de MM. Gory-Legrand, Gavelle et Gronier-Darragon. Déclarons lui, toutefois, — quoiqu'il n'ignore, — que Devernay a été désigné candidat dans le canton Sud non pas en compétition avec Bergot et Delesalle mais avec l'approbation de Bergot et de Delesalle qui, d'ailleurs — et cela confirme nos dires — ne lui ont pas ménagé leur concours, depuis l'ouverture de la campagne électorale.

Le Progrès fera souvent fausse route s'il assimile la conduite de nos militants à celle des ambitieux qui promettent à son tour, regardant tantôt à droite, tantôt à gauche, tendant la main partout, sollicitant la bénédiction des libres penseurs opportunistes en même temps que celle du « Pape ». Tel M. Gronier-Darragon !

Devernay, lui, n'a rien sollicité. On lui a assigné un poste de combat; il n'a pas hésité à l'accepter et, avec lui, marchent toutes les forces socialistes — depuis Delesalle, que le Progrès appelle « un bourgeois collectiviste » jusqu'à notre vaillant et sympathique ami Bergot.

Entre notre tactique et celle du Progrès, il y a cette différence: c'est qu'entièrement mis sur le terrain politique et économique, nous ne nous querelons jamais sur les personnes. Nous sommes obligés non pas de nos candidats, mais de la fidélité à notre programme et l'exécution des engagements pris...

Si le Progrès en avait fait autant, naguère, peut-être vivrait-il encore aujourd'hui. En tous cas, il ne se glorifierait pas dans la cruelle obligation d'insérer son drapeau devant la Démocratie, l'Echo et la Croix.

CONFERENCE de Géralt-Richard

Nous rappelons que le citoyen Géralt-Richard et les citoyens Sieu-Evaury, Delesalle, Ghequière feront ce soir, à 8 heures 1/2, une Conférence publique et contradictoire, salle du Gymnase, place Sébastopol, sous la présidence du citoyen Delory, maire de Lille.

ORDRE DU JOUR: L'ÉLECTION DU CANTON SUD DE LILLE

RÉUNION ÉLECTORALE de la Rue de Ronchin

Plénière réussie pour la réunion organisée dans la rue de Ronchin. 20 auditeurs se pressaient dans l'antichambre de M. Devernay.

Le bureau est ainsi formé: le citoyen Gilbert, conseiller municipal, président et les citoyens Debernay et Picavet, assesseurs.

La parole est donnée au citoyen Samson, conseiller municipal.

Discours de Samson: Le citoyen Samson examine la candidature de Gronier-Darragon. Ce candidat, dit-il, se présente à vous, patrons par journaux: le Progrès républicain, la Dépêche et l'Eclair réactionnaires. Cette constatation doit vous suffire. D'autre part vous savez comment Gronier-Darragon défend vos intérêts au Conseil Municipal: il n'a absolument rien fait.

Samson montre ensuite que si les trois orateurs de Lille se sont coalisés c'est parce que la classe capitaliste se voit menacée de se voir envahir par les travailleurs. Il parle des moyens employés par eux: les menaces d'invalidation de quelques-uns des élus du Parti ouvrier, etc.

Il s'agit longuement, à ce propos, sur l'existence du citoyen Delory qui, toujours travaillant de son mieux, a toujours travaillé pour le Parti ouvrier: « Il a dit, dit-il, en sa récompense le 17 mai dernier. Mais Devernay a lui aussi contribué pour une large part au triomphe du Parti, en faisant pendant quinze années pour la cause des travailleurs: ce qui nous amène à une récompense, et vous lui donnez celle que nous vous demandons.

Samson montre ensuite que la lutte des classes, ce ne sont pas les socialistes qui la veulent, mais bien les capitalistes et les réactionnaires, tout ceux qui profitent des maigres salaires de l'ouvrier.

Mais, dit-il, vous ne voudrez pas qu'il en soit ainsi, citoyens. Aux élections du 10 mai dernier, les socialistes ont eu la majorité dans ce canton. Il est absolument certain que vous envoyez au conseil général des hommes qui se consacrent dans leur tâche ceux qui sont au conseil municipal. C'est pourquoi il faut appuyer Devernay qui dépense son drapier loyalement. Vous le savez, ce n'est pas un candidat du Parti ouvrier.

Le discours de notre ami Samson a été chaleureusement applaudi.

Notre camarade Devernay le remplace à la tribune.

Discours de Devernay: Devernay commence par déclarer qu'étant le candidat choisi par le Parti ouvrier, il aura le programme tracé en 1879 qui a été décrété que le but poursuivi par les socialistes était l'extinction des gros capitalistes de ce qui est resté à une récompense, et vous lui donnez celle que nous vous demandons.

Dans notre parti, dit Devernay, il y a des hommes qui ont peut-être moins d'instruction que les bourgeois, mais qui, ce qui est le plus important, ont le cœur dans le peuple, remplissent cette instruction par le dévouement qu'ils mettent à défendre les intérêts des travailleurs, parce que eux aussi ont été victimes de la tyrannie patronale. Donc, tous ceux qui veulent la suppression de la propriété individuelle, tous ceux qui veulent choisir comme représentant ceux qui comme eux ont souffert.

Ce n'est point seulement aux travailleurs des usines et des fabriques que le Parti ouvrier s'adresse. C'est aussi aux petits commerçants qui, à tous les jours, sont lésés par le grand commerce contre lequel ils ne peuvent lutter, parce que toute concurrence est impossible, c'est encore aux petits employés qui doivent faire abstraction de leur liberté de conscience et de leur honneur, plus malheureux encore que les ouvriers.

Il fait appel aussi aux fonctionnaires qui doivent venir aux socialistes parce que leur intérêt veut que dans les pouvoirs publics il y ait des gens qui ont conscience. Nous ne leur demandons pas, dit-il, de penser comme nous, nous laissons au temps le soin de les convaincre, aux comme les employés, comme il a convaincu les ouvriers. Nous leur demandons de nous aider à nous débarrasser des socialistes et prendre pour les diriger des socialistes qui tolèrent qu'ils ne pensent pas comme eux.

Il y a continue Devernay, deux partis en présence: le Parti républicain et le Parti conservateur. Le Progrès y aura joué un rôle important et pendant 12 ans à l'Hôtel-de-Ville, et qu'il se propose de continuer ce qu'il a fait depuis, en étant justement pour cela que vous ne continuerez pas à voter pour lui: la politique de Gory-Legrand et Cie a été défectueuse et condamnée le 10 Mai dernier, Gronier-Darragon doit être aussi condamné. (Applaudissements.)

« Quant à moi, je ne vais pas comme lui à la Croix et la Dépêche. Vous direz par vos votes dimanche prochain que vous le voulez plus de ces hommes: ce sont ceux qui, dans un moment d'aveuglement ont voté pour Gronier-Darragon pour le candidat du Parti ouvrier. Vous renverrez donc à nos collègues, l'abbé fumiste et Gronier-Darragon, l'aveugné réactionnaire.

Devernay termine son discours qui a été très vivement applaudi par les assistants. Le discours de notre ami Samson a été chaleureusement applaudi.

La séance allait être levée, lorsqu'un jeune homme à la figure d'apôtre demanda à ajouter quelques mots à son discours de Devernay. Il déclare qu'il n'est socialiste ni opportuniste, que peut-être il ne sera pas démocrate, mais qu'il est partisan de notre cause. Il se nomme G. SIAUVE-EVAURY.

Devernay termine son discours qui a été très vivement applaudi par les assistants. Le discours de notre ami Samson a été chaleureusement applaudi.

La séance allait être levée, lorsqu'un jeune homme à la figure d'apôtre demanda à ajouter quelques mots à son discours de Devernay. Il déclare qu'il n'est socialiste ni opportuniste, que peut-être il ne sera pas démocrate, mais qu'il est partisan de notre cause. Il se nomme G. SIAUVE-EVAURY.

Devernay termine son discours qui a été très vivement applaudi par les assistants. Le discours de notre ami Samson a été chaleureusement applaudi.

La séance allait être levée, lorsqu'un jeune homme à la figure d'apôtre demanda à ajouter quelques mots à son discours de Devernay. Il déclare qu'il n'est socialiste ni opportuniste, que peut-être il ne sera pas démocrate, mais qu'il est partisan de notre cause. Il se nomme G. SIAUVE-EVAURY.

Devernay répond, en quelques phrases bien senties à tout ce public. Alors le bon jeune homme éprouve le besoin de revenir à la charge pour dire que le Progrès du Nord est soutenu par les Juifs et les capitalistes. Il a juré que jaurès est millionnaire, et cela, o comble! que M. Mielwaque de Lellor est le chef du parti socialiste.

Boudet le comble, c'est de voter nos réunions, l'indignable abbé Deligne, démocrate chrétien, lui aussi, mais hier soir nous avons eu le bon jeune homme! Nous avons du reste perdu au change: décidément l'abbé Deligne est plus drôle.

Enfin, la candidature de notre ami Devernay nous a été acclamée à l'unanimité, et la séance est levée à 10 heures au cri de: Vive la Sociale!

LES GRÈVES
Jeudi matin, 180 ouvriers du tissage Montet, à Clichy, ont été mis en grève. Ils protestent contre l'attente inutile à canettes et contre la non-visite des pièces en présence des ouvriers. En effet, les pièces ne sont visitées qu'à Armancourt où on impose les rabais pour les mauvaises sans que l'ouvrier puisse vérifier le bien-fondé de la réduction de salaires qu'il subit.

Hier, une députation des ouvriers du tissage Montet, est venue trouver le maire de Lille et lui a exposé leurs revendications. Le maire a délégué le citoyen Dupied pour s'entendre avec les ouvriers sur les mesures à prendre afin d'arriver le plus vite possible à une solution satisfaisante.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Devernay répond, en quelques phrases bien senties à tout ce public. Alors le bon jeune homme éprouve le besoin de revenir à la charge pour dire que le Progrès du Nord est soutenu par les Juifs et les capitalistes. Il a juré que jaurès est millionnaire, et cela, o comble! que M. Mielwaque de Lellor est le chef du parti socialiste.

Boudet le comble, c'est de voter nos réunions, l'indignable abbé Deligne, démocrate chrétien, lui aussi, mais hier soir nous avons eu le bon jeune homme! Nous avons du reste perdu au change: décidément l'abbé Deligne est plus drôle.

Enfin, la candidature de notre ami Devernay nous a été acclamée à l'unanimité, et la séance est levée à 10 heures au cri de: Vive la Sociale!

LES GRÈVES
Jeudi matin, 180 ouvriers du tissage Montet, à Clichy, ont été mis en grève. Ils protestent contre l'attente inutile à canettes et contre la non-visite des pièces en présence des ouvriers. En effet, les pièces ne sont visitées qu'à Armancourt où on impose les rabais pour les mauvaises sans que l'ouvrier puisse vérifier le bien-fondé de la réduction de salaires qu'il subit.

Hier, une députation des ouvriers du tissage Montet, est venue trouver le maire de Lille et lui a exposé leurs revendications. Le maire a délégué le citoyen Dupied pour s'entendre avec les ouvriers sur les mesures à prendre afin d'arriver le plus vite possible à une solution satisfaisante.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Le Conseil a rejeté les protestations concernant les communes de Louvil, Montebin, Warneton-Sud, Warneton.

Les Coulisses de l'Hôtel-de-Ville

LA QUESTION DU PALAIS DES BEAUX-ARTS
Comme nous l'avons annoncé, le citoyen Debière, adjoint au maire de Lille, a été reçu hier à Paris et a été reçu dans l'après-midi au Ministère de l'Instruction publique par M. Roujon, directeur des Beaux-Arts.

De l'entretien du docteur Debière avec M. Roujon il résulte que la direction des Beaux-Arts est tout disposée à accorder son concours officieux à la municipalité lilloise en ce qui concerne la réparation du Palais des Beaux-Arts.

Les experts dans quelques jours pourront entreprendre la mission qu'un arrêté du maire leur confiera.

LE BATAILLON DES SAPEURS-POMPIERS
M. Druze, chef de bataillon des sapeurs-pompiers, a été reçu par le citoyen Dupied, adjoint.

M. Druze a demandé que la nouvelle municipalité veuille bien faire passer à prendre livraison d'une nouvelle échelle locale valeur 3.000 francs, conformément à l'autorisation de l'ancienne administration et qui est construite en ce moment à Liège. Il a demandé aussi divers pièces nécessaires pour compléter le matériel des sapeurs-pompiers de Lille.

M. Druze a également exprimé le désir que la nouvelle municipalité ne l'oblige plus, comme il l'était obligé de le faire précédemment, pour le bataillon à faire des avances d'argent que lui étaient remboursées. Il a également demandé que l'ancien maire de Lille ne soit pas tenu de payer les dépenses de l'ancien maire de Lille.

Il a également demandé que le poste de la rue du Vieux-Marché aux-Moutons, soit transféré rue St-Germain, dans un local vaste qu'il avait choisi et qu'il lui avait pu louer huit hommes. — au poste du Vieux-Marché aux-Moutons on ne peut loger que trois hommes, encore n'y a-t-il que deux pompiers, l'administration n'ayant installé un employé municipal.

M. Druze a également demandé que ce soient les pompiers qui soient chargés de la distribution de la poudre, et non pas les sapeurs-pompiers qui n'ont pas de poudre. Il a également demandé que les sapeurs-pompiers soient chargés de la distribution de la poudre, et non pas les sapeurs-pompiers qui n'ont pas de poudre.

Le citoyen Dupied a répondu à M. Druze, qu'il n'y avait rien de plus à faire. Il a également demandé que les sapeurs-pompiers soient chargés de la distribution de la poudre, et non pas les sapeurs-pompiers qui n'ont pas de poudre.

LA QUESTION DU PALAIS DES BEAUX-ARTS
Comme nous l'avons annoncé, le citoyen Debière, adjoint au maire de Lille, a été reçu hier à Paris et a été reçu dans l'après-midi au Ministère de l'Instruction publique par M. Roujon, directeur des Beaux-Arts.

De l'entretien du docteur Debière avec M. Roujon il résulte que la direction des Beaux-Arts est tout disposée à accorder son concours officieux à la municipalité lilloise en ce qui concerne la réparation du Palais des Beaux-Arts.

Les experts dans quelques jours pourront entreprendre la mission qu'un arrêté du maire leur confiera.

LE BATAILLON DES SAPEURS-POMPIERS
M. Druze, chef de bataillon des sapeurs-pompiers, a été reçu par le citoyen Dupied, adjoint.

M. Druze a demandé que la nouvelle municipalité veuille bien faire passer à prendre livraison d'une nouvelle échelle locale valeur 3.000 francs, conformément à l'autorisation de l'ancienne administration et qui est construite en ce moment à Liège. Il a demandé aussi divers pièces nécessaires pour compléter le matériel des sapeurs-pompiers de Lille.

M. Druze a également exprimé le désir que la nouvelle municipalité ne l'oblige plus, comme il l'était obligé de le faire précédemment, pour le bataillon à faire des avances d'argent que lui étaient remboursées. Il a également demandé que l'ancien maire de Lille ne soit pas tenu de payer les dépenses de l'ancien maire de Lille.

Il a également demandé que le poste de la rue du Vieux-Marché aux-Moutons, soit transféré rue St-Germain, dans un local vaste qu'il avait choisi et qu'il lui avait pu louer huit hommes. — au poste du Vieux-Marché aux-Moutons on ne peut loger que trois hommes, encore n'y a-t-il que deux pompiers, l'administration n'ayant installé un employé municipal.

M. Druze a également demandé que ce soient les pompiers qui soient chargés de la distribution de la poudre, et non pas les sapeurs-pompiers qui n'ont pas de poudre. Il a également demandé que les sapeurs-pompiers soient chargés de la distribution de la poudre, et non pas les sapeurs-pompiers qui n'ont pas de poudre.

Le citoyen Dupied a répondu à M. Druze, qu'il n'y avait rien de plus à faire. Il a également demandé que les sapeurs-pompiers soient chargés de la distribution de la poudre, et non pas les sapeurs-pompiers qui n'ont pas de poudre.

LA QUESTION DU PALAIS DES BEAUX-ARTS
Comme nous l'avons annoncé, le citoyen Debière, adjoint au maire de Lille, a été reçu hier à Paris et a été reçu dans l'après-midi au Ministère de l'Instruction publique par M. Roujon, directeur des Beaux-Arts.

De l'entretien du docteur Debière avec M. Roujon il résulte que la direction des Beaux-Arts est tout disposée à accorder son concours officieux à la municipalité lilloise en ce qui concerne la réparation du Palais des Beaux-Arts.

Les experts dans quelques jours pourront entreprendre la mission qu'un arrêté du maire leur confiera.

LE BATAILLON DES SAPEURS-POMPIERS
M. Druze, chef de bataillon des sapeurs-pompiers, a été reçu par le citoyen Dupied, adjoint.